

BOUIRA

C'est toujours la crise au sein de l'APC d'El Adjiba

*La crise qui secoue l'APC d'El Adjiba s'éternise et les responsables au niveau de la wilaya semblent se complaire dans cette situation qui n'arrange guère les citoyens de cette commune située à 30 kilomètres au sud-est de Bouira et qui sont otages de ces blocages qui durent depuis plus de trois ans.*

Ainsi, après avoir vécu un premier blocage avec l'ex-P/APC, aujourd'hui démis de ses fonctions par le wali après sa condamnation à la prison ferme dans une affaire liée à une mauvaise gestion des deniers publics, une nouvelle élection a été provoquée et sur laquelle tous les élus fondaient leur espoir.

Or, lors de cette nouvelle élection, les élus de l'opposition, qui se comptaient parmi la liste indépendante dirigée par l'ex-P/APC, Karim Kheddis, qui avait raflé sept sièges sur les quinze que compte l'APC, se sont sentis trahis par certains élus. Résultat : l'espoir né de cette nouvelle élection s'est vite estompé et le chef de daïra de Bechloul, qui supervisait cette nouvelle élection, allait en fait installer un nouveau P/APC contesté dès le début puisque les sept élus indépendants ont sur place fait savoir qu'ils ne travailleraient pas avec le nouveau P/APC. Ce fut de nouveau le blocage et cela a duré plus d'une

année. Début mai dernier, et après plusieurs correspondances envoyées au wali par les élus de l'opposition, principalement par les élus de la liste indépendante dans laquelle ils sollicitaient une audience au wali pour lui expliquer les multiples infractions à la loi commises par l'actuel P/APC, et n'ayant jamais été reçus par le wali, ces élus ont fini, ultime acte de désespoir, par adresser une lettre de démission collective. Dans leur esprit, le wali allait comprendre la gravité de leur geste et les appeler pour les écouter.

Sans résultat puisque le wali les ignore totalement et chargera le Drag de faire appel à la loi, notamment les articles 40,41 et 42 de la loi 10/11 du 22 juin 2011 relative à la commune et la loi 12/07 du 21 février 2012 relative à la wilaya, pour procéder... au remplacement de ces huit élus – dans la lettre de démission collective du 5 mai, il y avait outre les sept élus indépendants, un huitième du parti Al Moustakbal – par

les candidats qui sont venus juste après dans la liste de candidatures. Une aberration quand on sait que ces personnes auxquelles la Drag fait appel, appartiennent à la même liste, c'est-à-dire, pratiquement au même parti, et donc tenus tous par la discipline partisane et ne pouvant trahir leurs camarades et siéger à leur place.

D'ailleurs, dans cette situation burlesque, personne n'arrive à comprendre comment le législateur avait pondu cette loi en proposant le remplacement des élus démissionnaires – démission généralement qui se fait comme un acte politique – par leurs camarades d'une même liste.

Ainsi, comme il fallait s'y attendre, le même jour où les nouveaux élus ont reçu leur lettre d'installation et d'une manière individuelle, chacun en remplacement d'un élu, les sept nouveaux élus de la liste indépendante ont envoyé à la Wilaya leur lettre de démission collective.

Ainsi, la fuite en avant de la Wilaya s'est une nouvelle fois ponctuée par un échec cuisant dans la gestion de cette crise de l'APC d'El Adjiba. Un retour à la case départ. Que feront à présent le wali et la Drag ? Appliqueront-ils l'article 46 du code communal qui évoque la dissolution

de l'Assemblée communale en cas de dissensions graves entre les membres de l'Assemblée populaire communale, empêchant le fonctionnement normal des organes de la commune et après mise en demeure de l'assemblée par le wali, restée sans effet ; feront-ils appel à un administrateur, ou le cas échéant, laisseront-ils l'actuel P/APC et son équipe réduite, à poursuivre leur mandat en optant pour chaque délibération à sa signature par arrêté du wali ?

Y. Y.

SIDI-BEL-ABBÈS

165 pyjamas fabriqués en Israël saisis

Suite à des informations parvenues à son niveau, la Sûreté urbaine de Sidi-Bel-Abbès a saisi au début de la semaine en cours un lot de 165 pyjamas fabriqués en Israël et importés par la Chine pour atterrir en Algérie.

C'est dans une boutique du centre-ville de Sidi-Bel-Abbès que cette saisie a été effectuée. Le commerçant a déclaré avoir acheté cette marchandise dans un marché de gros, sans facture.

3 blessés dans une collision entre un train et un camion

Tôt dans la matinée de dimanche dernier, un train de voyageurs a percuté de plein fouet un camion qui tentait de traverser la voie ferrée dans la localité de Moulay-Slissen. Le choc a causé de graves blessures à trois passagers du camion.

Les victimes ont été évacuées vers les UMC du CHU de Sidi-Bel-Abbès.

Une bande dangereuse de malfaiteurs neutralisée

Suite à une opération, la Sûreté urbaine de Sidi-Bel-Abbès a neutralisé une bande de malfaiteurs et récupéré des armes blanches (épées, couteaux, sabres etc.) et 2 fusils, un de chasse et un fusil harpon, des psychotropes et des stupéfiants ainsi qu'une somme d'argent.

Selon des sources sécuritaires, les trois mis en cause commettaient des vols avec agressions sur leurs victimes qui ont porté plainte avec un signalement.

Ce qui a permis leur identification, leur arrestation et leur placement sous mandat de dépôt.

A. M.

OPÉRATION D'ENVERGURE NATIONALE POUR L'HYGIÈNE DU MILIEU

«Favoriser l'approche participative de la société civile à Tiaret»

*Figurant de façon continue au sommet des préoccupations à l'échelle locale du fait de son importance capitale sur la préservation de l'environnement, le dossier de l'hygiène publique suscite a priori un immense intérêt auprès des pouvoirs publics centraux lesquels comptent enclencher une opération d'envergure nationale basée principalement sur une démarche participative.*

Selon une instruction émanant fraîchement du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, il est demandé aux walis de prendre toutes les mesures pour élaborer une stratégie intersectorielle fondée sur des actions pérennes et efficaces dédiées intrinsèquement à l'amélioration du cadre de vie.

Ces dispositions doivent tenir compte, selon la même instruction, de la mobilisation de tous

les moyens humains et matériels avec l'implication massive de différents intervenants : élus, jeunes, société civile, associations, comités de quartiers, commerçants, entreprises ainsi que de simples citoyens.

De par leur impact certain et le rôle prépondérant qu'elles peuvent assumer dans la sensibilisation de l'opinion, les institutions publiques plus particulièrement les écoles, les mosquées et les établissements socioculturels ne sont pas épargnés au titre de cette vision qui requiert manifestement la mobilisation de tous. Aussi, pour une meilleure mise en œuvre de cette campagne, chaque wilaya est tenue d'arrêter un plan d'action performant basé sur l'obligation de résultats et ponctué d'un suivi régulier par les comités désignés à cet effet. Pour ce qui est de la marche à suivre au préalable, l'on saura qu'il sera procédé en

premier lieu à l'établissement d'un état détaillé des moyens humains et matériels mobilisables quitte à recourir aux entrepreneurs et autres opérateurs économiques engagés dans l'exécution des programmes d'investissement public.

Le recensement des points noirs connus pour la prolifération des déchets, l'installation de panneaux d'affichage interdisant le dépôt des immondices et autres détritiques sur des sites non autorisés et sur la voie publique, l'élaboration de plans d'actions par zone d'intervention, la sensibilisation des populations quant au respect des horaires de dépôt des déchets ou encore la verbalisation des contrevenants aux comportements négatifs et incivils sont les autres dispositions figurant au titre de ce dispositif.

Aussi, pour s'immuniser contre toute éventualité en cette saison estivale connue pour ses maladies liées à l'insalubrité, le ministère de l'Intérieur a préconisé une batterie de recommandations portant pour l'essentiel sur l'entretien des cimetières et des oueds, la vidange des poubelles

publiques de façon régulière, le contrôle au niveau des postes frontaliers des produits alimentaires importés, la réparation instantanée des fuites dans les réseaux AEP, la lutte contre l'abattage clandestin, le curage et la désobstruction des avaloirs, l'interdiction de l'utilisation des eaux usées pour l'irrigation...

Toutefois, il y a lieu de souligner que la wilaya de Tiaret, du moins pour ce qui est du chef-lieu, a déjà anticipé en mettant sur pied de nombreuses campagnes de nettoyage et de reboisement à travers certains quartiers et cimetières de la ville.

L'impact en termes de résultats, même s'il était relativement perceptible aurait été plus palpable si la participation du citoyen était massive.

Enfin, dans un souci de s'inscrire dans cette dynamique d'aspirer à un environnement sain et en prévision des campagnes envisagées dans les tout prochains jours à travers tout le territoire de la wilaya, les pouvoirs publics locaux misent gros sur l'adhésion massive de la population....

Mourad Benameur

BÉJAÏA

La famille Aïssou apporte ses précisions et rassure l'opinion publique

C'est une famille «Aïssou», à la fois unie et choquée, qui s'est présentée à notre rédaction dans le but d'apporter des précisions à propos de «la terrifiante histoire d'un homme séquestré depuis 31 ans à Béjaïa», paru dans notre édition du 2 mai dernier.

Mohammed Aïssou, accompagné de l'un de ses neveux affirme que ces «allégations» colportées par les membres de sa famille à la presse n'ont aucun sens, si ce n'est un problème d'ordre foncier qui ronge les membres de leur famille

depuis plusieurs années. «Mon frère Zahir Aïssou est victime d'une maladie psychiatrique contractée depuis son incorporation au service national, il a perdu toutes ses capacités mentales, c'est pour cette raison que nous avons opté pour le protéger des accidents de la route et autres.

Ça nous arrive de l'enfermer dans sa chambre afin qu'il ne se perde pas dans la nature, comme ça a été le cas plusieurs fois, mais sans plus. Je précise qu'il n'a jamais été attaché comme ont témoigné certains des nôtres, il avait tout le temps

été soigné et suivi par ses médecins dans le cadre de ses traitements», dira Mohamed Aïssou, avant d'ajouter : «Nous préférons le garder à la maison plutôt que de le voir fouiller dans les poubelles ou écrasé par un train , nous habitons à quelques mètres de la voie ferrée.

Que l'opinion publique se rassure, mon frère est traité correctement et qu'elle sache que cette histoire est purement inventée par des gens sans scrupules et ayant soif d'héritage», conclut-il.

Kamel Gaci

MÉDÉA  
Incendie dans la forêt de Sidi Ali

Il aura fallu huit heures pour maîtriser l'incendie qui s'est déclaré samedi à Sidi Ali dans les hauteurs de la commune de Hamdania ex-Camp des Chênes au nord de Médéa.

En effet, les équipes d'intervention de la Protection civile ont dû user de plusieurs engins pour venir à bout de la frénésie des flammes.

Ainsi, deux hectares et demi de pins d'Alep sont partis en fumée suite à cet embrasement, a-t-on appris auprès des pompiers.

M. L.